



Fiche synthèse étude de cas GE Energy Products

PN, le 13 nov. 06

- ✓ Le site d'Essen de GE Energy Products qui emploie 320 salariés est une pièce du système productif européen du conglomérat américain dans le domaine des équipements de production d'énergie (turbines gaz pour les centrales de production d'électricité). La direction européenne de cette branche d'activité est localisée en France (Belfort ou le groupe emploie plus de 1900 salariés). Le site d'Essen est à l'origine, l'interlocuteur industriel et commercial du groupe pour l'Europe de l'Est. Le collectif de travail est caractérisé par un bon niveau de qualification et par un fort taux de syndicalisation comme dans de nombreux secteurs d'activité traditionnels de la métallurgie en Allemagne. Sur un marché difficile et cyclique – les investissements des grands producteurs d'électricité – le géant américain a décidé de rationaliser son dispositif industriel européen au travers du projet (au nom évocateur) SLIM. Il s'agit également de rapatrier de l'activité industrielle aux USA sur les grosses turbines pour compenser partiellement des difficultés sur le marché américain entraînant la mise en cause d'environ 3000 emplois dans cette activité. Le plan SLIM est annoncé officiellement en janvier 2001 lors de la réunion institutionnelle entre l'ensemble des salariés du site et la direction du site. Le plan conduit de facto à l'annonce de la fin des activités industrielles de production sur le site et à la quasi fermeture à terme. 300 emplois sont en effet impactés par la restructuration. Officiellement la fermeture prochaine du site n'est pas annoncée en 2001 mais, courant 2002 une indiscretion venant de France confirme cette hypothèse.
- ✓ Les représentants des salariés de GE ont été pour l'essentiel mis devant le fait accompli par la direction du groupe qui ne recherche pas à priori un cadre coopératif dans la gestion des opérations de restructuration. Il s'est avéré dans ce contexte très difficile, malgré les possibilités offertes par le cadre réglementaire allemand en matière de restructuration, pour les représentants des salariés de pouvoir formuler des propositions alternatives.... Les délais courts entre l'annonce de la restructuration et l'achèvement de l'opération débouchant sur une quasi fermeture du site – janvier 2001 été 2002 - ne donnent pas la possibilité aux représentants des salariés de se faire entendre.
- ✓ Au final, le bilan est très sévère avec plus de 300 suppressions d'emplois et 75% des salariés impactés qui se retrouvent sans solution d'emploi.... On peut donc parler de mauvaise pratique en matière de conduite de cette opération de restructuration. Certes l'IG Metall a imposé sur la base d'un rapport de forces réel dans l'entreprise d'importantes compensations financières pour les salariés licenciés. Mais surtout le syndicat a utilisé cette mauvaise expérience pour faire de la pédagogie auprès de ses membres sur les conditions à réunir pour affronter dans de meilleures conditions les opérations de restructurations menées par des grands groupes (anglo-saxons). Des ateliers de travail ont été organisés à cet effet avec les Conseils d'entreprises d'autres entreprises. Cette initiative syndicale a débouché sur la mise au point d'une sorte de système d'alerte locale en matière de gestion par les représentants des salariés des processus de restructuration.